Barta

La Voix des Travailleurs

16 avril 1946

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES (Marx)
N° 11 – Bulletin inter-usines de l'opposition syndicale
BULLETIN INTERIEUR – Prix : 2 frs.

Comment ils pratiquent la Démocratie

La réunion qui eut lieu mardi à Grenelle fut placée, tout au moins en paroles, sous le signe de la démocratie.

Après que les ouvriers se fussent installés dans la salle, Naël, un bonze syndical, ouvrit la séance en donnant tout simplement la parole aux ouvriers. Vachet, secrétaire de la Section syndicale de Grenelle, dit : "*Les ouvriers se plaignent de ce qu'on ne les laisse pas parler, mais maintenant, ils ne pourront pas dire qu'on les empêche"*. Les ouvriers qui viennent de sortir de l'usine encore sous l'influence du bruit infernal de centaines de machines, pleins de fatigue, pris ainsi de court, sont interloqués par cette brusque entrée en matière.

Naël goûta ce silence : "*Eh bien quoi ! de quoi se plaignent-ils ?*" Ce salarié parvenu regarde dédaigneusement, avec un petit sourire, les ouvriers, comme un curé regarde ses ouailles du haut de sa chaire. Il parle doucement, en faisant de grands gestes d'orateur : "*Je vous expliquerai tout-à-l'heure la justesse de la ligne politique de la C.G.T. Mais nous ne venons pas ici en accusés, et nous tenons à ce que vous nous expliquiez les raisons de vos mécontentements."* Un ouvrier, dans la salle, murmure : "*Il cherche à nous en imposer"*.

Quelques ouvriers interviennent, les uns pour l'unification des salaires des ouvriers ou ouvrières faisant le même travail. Mais tous ont parlé d'augmentation de salaires, arguant de la cherté de la vie qui monte sans cesse...

Naël prévint tout de suite les ouvriers qu'en ce qui concernait les affaires de détail (!) ils n'auraient qu'à s'adresser à Vachet.

Quant à lui, il traiterait les grosses questions. Au bout de quelques minutes de silence, Naël reprit : "*Alors personne n'a plus de réclamations à faire*". Plusieurs ouvriers se regardaient : c'est ainsi que l'on donnait la parole aux ouvriers, qui n'ont pas eu le temps de se concerter. Les demandes ont été relevées sur le papier, ils en ont pris acte, et maintenant que les ouvriers ont vu ce qu'ils avaient sur le cœur, la parole revient à Naël.

-"*Oui, je sais qu'il y en a qui se plaignent de la C.G.T., mais ceux-ci se plaindront toujours*. Ils ne voient pas les 100% d'augmentation et la réinstauration de la loi sur les 40 heures, qui ont été arrachés au patronat."

Les salaires ont été augmentés de 100%, mais en même temps, le coût de la vie s'est élevé de 4 et même 5 fois, réduisant ainsi à nouveau ces augmentations de 100% à trois fois rien, de sorte que ces ouvriers qui avaient réclamé des augmentations, ont eu raison. Quant aux 40 heures, qui en 1936 étaient le salaire de 48 heures ramené sur la base de 40 heures, elles avaient pour but d'empêcher le patron de faire faire à l'ouvrier des heures supplémentaires, afin que celui-ci puisse mieux se reposer.

Tandis que maintenant, avec le salaire que touche un O.S., celui-ci pour vivre, ne peut faire autrement que faire des heures supplémentaires. En ce que Naël appelle les "40 heures" les ouvriers conscients ne voient pas autre chose qu'un moyen de les exploiter davantage. Pour Naël, la hausse des prix est quelque chose de tout-à-fait à part ; il ne considère que les chiffres et 100% cela fait beaucoup. Il a d'ailleurs laissé entendre ce qu'il pensait à ce sujet, lorsqu'à un ouvrier qui demandait

une augmentation de salaire il a répondu : "*Encore que les usines Citroën ne sont pas les plus à plaindre de la R.P. tant du point de vue de la paie que du point de vue du travail* (!!)" et ceci prononcé sur un ton qui semblait dire : "*De quoi vous plaignez-vous donc ?"*

Toutefois, dans la justification de la ligne politique de la C.G.T., Naël ne s'arrête pas là, n'hésitant pas pour ce faire à mêler le passé au présent : "Des ouvriers disent que la C.G.T. ne fait rien, mais qui a déclenché la grève générale de 1936, et celle de chez Citroën en 1933, si ce n'est elle ?". Naël oublie que les ouvriers mécontents de la C.G.T. ne lui reprochent que sa politique d'aujourd'hui et non les grèves passées qui ont d'ailleurs été victorieuses. Dans les conditions présentes, ces allusions aux grèves de 1933 et 1936 doivent servir à renforcer l'influence défaillante de la C.G.T. sur ses adhérents ouvriers et à *masquer de ces images de lutte de classes, sa collaboration de classe.* Continuant son discours, Naël en vint à parler de la grève : "Oui, je sais, dit-il, l'on nous reproche aussi de ne plus pousser à la grève. Ceux qui disent cela ignorent sans doute qu'il existe d'autres formes de lutte. Mais les mêmes qui sont pour la grève maintenant, l'ont-ils appliquée en 1943 lorsque nous en avons donné l'ordre ?" Comme un ouvrier l'a fait remarquer, Naël ne voit pas que le pays était occupé et que pour débrayer dans ces conditions, il fallait que les ouvriers se rendent clairement compte du but vers lequel ils allaient, des possibilités de succès et surtout qu'ils sentent prête à les soutenir et à les guider une organisation ouvrière. Pour déclencher une grève, il ne suffit pas d'en donner l'ordre d'un bureau, encore faut-il que les ouvriers soient préparés. Naël l'ignore complètement. Mais la non-application d'une grève, est-ce une raison de supprimer cette arme ? Nullement. Quant aux autres formes de lutte dont parle Naël, sont-ce les délégations ? Les régleurs de Grenelle en savent quelques chose : ayant deux mois durant attendu les résultats d'une délégation qui était allée demander une augmentation à la direction, et ayant dû en fin de compte débrayer 24 heures pour obtenir quelque chose. Ou fait-il allusion à la "bataille de la production" dont Pérot disait à l'A.G. de janvier qu'elle est une forme de lutte, qui n'a pourtant amené aucune amélioration du niveau de vie des ouvriers. De l'expérience des divers mouvements revendicatifs il ressort au contraire que les ouvriers n'ont pu obtenir satisfaction que dans la mesure où ils appliquaient la grève : la récente grève de Clichy en est une preuve. Le fait que les régleurs ont obtenu satisfaction en 24 heures de grève, alors qu'une délégation de deux mois de temps n'a rien obtenu, en est une aussi.

LISE

GREVES PARTIELLES CHEZ PEUGEOT A SOCHAUX

CALOMNIES ANTI-OUVRIERES

Le *Peuple* du 30 mars publie un article du secrétaire de l'Union des Syndicats de la région de Montbéliard, Bruder, affirmant que la grève partielle qui s'est produite chez Peugeot, à Sochaux, fait partie d'un plan pré-établi de sabotage et est l'œuvre de provocateurs.

A ce sujet, un ouvrier nous écrit :

"...les ouvriers de fonderie acier étant très mal payés, et faisant des quinzaines de 1 700 francs se sont adressés à leur délégué, afin d'obtenir une amélioration.

Le délégué s'appelle Ehrhart.

En l'absence de Gauchet et Génin, responsables C.G.T. de la région, Ehrhart prit sur lui la responsabilité de la grève partielle qui a duré quelques heures.

Ce ne sont donc pas des cochons ou des "vichyssois", ce sont de pauvres types qui triment et qui gagnent peu.

Au retour des deux "camarades" responsables, une explication eut lieu entre responsables, les ouvriers furent traités de "saboteurs" et le "camarade" Bruder écrivit un article plein de fiel et d'injures... Le grand vainqueur est évidemment le patron, qui n'a lâché qu'une prime de rendement..."

De son côté, le camarade Ehrhart publie le "rectificatif" suivant :

"...La grève partielle n'est pas, comme vous le prétendez, l'œuvre de provocateurs. La protestation élevée par l'unanimité des ouvriers de la fonderie acier le prouve suffisamment.

Ecœurés d'être affamés et de voir tous les jours leur pouvoir d'achat diminuer, et d'autre part, d'entendre vers la fin de chaque mois leur épouse se lamenter de n'avoir plus l'argent nécessaire pour acheter même l'indispensable, ils se sont unis dans l'action pour obtenir un salaire plus rémunérateur, car ils savent, eux aussi, par expérience, que les jérémiades et les discours ne changent rien mais que seuls les actes comptent".

Autrefois, c'était le patron qui accusait les "mauvaises têtes" de débaucher les travailleurs en empêchant les "bons ouvriers" de travailler. Aujourd'hui, nos bureaucrates syndicaux reprennent les *mêmes calomnies* dans le *même* but : s'opposer à l'action directe des travailleurs.

Le patron de Sochaux a "cédé" une prime au rendement. Ce n'est qu'un *sous-salaire*, une façon en travaillant beaucoup plus de gagner un peu plus. Ce n'est qu'une manœuvre patronale pour diviser les ouvriers et accroître leur exploitation. Cette manœuvre a été facilitée par les calomnies anti-ouvrières et le sabotage du mouvement de la part des "responsables". Ce que veulent les ouvriers, en province comme à Paris, c'est un salaire minimum permettant de vivre sans avoir besoin de se crever, *un salaire décent pour un travail décent*. Et les calomniateurs n'y peuvent rien : l'action ouvrière leur fera justice.

LUCIEN

Pour un 1er Mai de combat

L'année dernière, les dirigeants syndicaux avaient décidé que le 1er mai serait une journée de travail de "choc". Mais devant la très grande hostilité de l'ensemble des ouvriers, ils avaient été obligés de reculer et d'en faire une journée revendicative.

Cette année, le ministre communiste Croizat fait du 1er mai un jour férié. Le 1er mai n'est pas un jour de fête. Comme le disait l'année dernière un responsable syndical : "Ce n'est pas un jour pour aller au muguet, mais une journée de luttes ouvrières". Aujourd'hui, le ministre "ouvrier" transforme cette journée en une fête légale comme l'avait fait Pétain.

Mais comme Croizat ne veut pas "ralentir la production", le 1er mai sera récupérable. Pétain n'était pas allé aussi loin.

Les ouvriers qui, encore plus que l'année dernière, savent que seule la lutte directe peut faire aboutir leurs revendications, sauront faire du 1er mai une journée de combat. Ils manifesteront en masse sous les mots d'ordre communs à toute la classe ouvrière :

A bas le salaire au rendement ; Augmentation du salaire de base !

Un salaire décent pour un travail décent !

Contre la hausse des prix, échelle mobile des salaires !

Contre le marché noir, contrôle ouvrier sur le ravitaillement !

Sans nourriture, pas de travail !

UNITE D'ACTION

De plus en plus les ouvriers pensent que seule l'action directe pourra améliorer leur situation. C'est pourquoi des mouvements de grève éclatent un peu partout.

Les dirigeants syndicaux pendant un an et demi nous ont bernés avec leurs phrases sur "l'unité". C'est le moment aujourd'hui, alors que les ouvriers un peu partout entrent en lutte pour leurs revendications, de montrer leur volonté unitaire en coordonnant tous les mouvements partiels en une action générale. Mais les bureaucrates syndicaux se soucient fort peu des revendications ouvrières. Comme le disait le "responsable" de Levallois aux ouvriers de chez Citroën (La Voix n° 10) : "Vous voulez faire grève, on s'en fout, faites-là. Mais nous (les "responsables") on s'en lave les mains". Dans d'autres cas, les dirigeants syndicaux "prennent position", mais c'est pour étouffer l'action. Voici à ce sujet, ce qu'écrit le *Bulletin de l'Opposition syndicale de la C.G.C.T.* (Thomson-Favorites) :

"Jeudi dernier, les outilleurs et les "Petites Séries" se sont mis en grève à partir de 15 h 15. Le débrayage, qui en principe devait durer une heure, s'est en fait prolongé jusqu'à 18 h 30, c'est-à-dire au-delà de l'heure de sortie normale.

Mais notre section syndicale, au lieu de mettre les ouvriers au courant de la situation, s'est empressée d'étouffer le mouvement en l'entourant du plus grand silence. C'est ainsi que certains délégués ont prétendu ne pas être au courant du débrayage des outilleurs. Dans ces conditions, comment les ouvriers pourraient-ils être avertis quand leurs camarades entrent en lutte pour la défense des revendications communes des ouvriers de la C.G.C.T. Ou ces délégués n'étaient effectivement pas avertis et alors le système de liaison de la Section syndicale fonctionne mal, ou alors ces délégués ont feint d'ignorer la situation, et alors ont manifesté leur désir d'étouffer consciemment le conflit.

La Section syndicale prétend que faire grève, c'est saboter la production. Une machine qui tourne a besoin d'être graissée et celui qui, sous prétexte de ne pas perdre de temps et ainsi de ne pas "saboter" la production, la ferait marcher sans jamais la graisser, serait, lui, un saboteur. De même les ouvriers ont besoin de manger et ceux qui prétendent les faire travailler sans leur permettre d'agir pour revendiquer un salaire suffisant pour vivre, sont, eux, des saboteurs, car ils usent l'élément de la produc-tion : la main d'œuvre.

Mais il parait que les délégués ont l'intention d'organiser des grèves sporadiques de semaine en semaine pour ne pas gêner la production. Est-ce cela que nos responsables appellent *l'unité ?*

L'unité ouvrière ne se réalise pas dans des applaudissements unanimes aux "chefs", mais dans l'action commune des ouvriers."

DANS LES ASSEMBLEES SYNDICALES

CHEZ LOOKED A ST-OUEN

Voici comment les délégués conçoivent la démocratie

Au cours de le dernière assemblée générale du vendredi 5 avril le secrétaire de la section syndicale a déclaré en ouvrant la séance :

Camarades, nous vous avons réunis pour l'élection de nouveaux délégués. Mais comme vous avez fait confiance à la C.E., c'est elle-même qui a nommé les délégués. Il n'y a donc pas d'autres candidats, car si d'autres s'étaient présentés, ç'aurait été des gens contre nous, *et des gens qui sont contre nous, c'est pas bien.*

Comme cela, ces messieurs sont sûr de ne pas rencontrer de contradiction. Mais s'ils faisaient une politique en faveur des ouvriers, ils n'auraient pas peur de la "contradiction" car les travailleurs savent reconnaître ceux qui les défendent réellement.

CORRESPONDANCE

Un ouvrier de chez Renault nous écrit :

"Il y a environ trois mois que je travaille chez Renault ; il y a deux semaines, un tract de l'opposition syndicale Lutte de Classes, à la diffusion duquel j'ai participé, a circulé. Un ouvrier, qui a prétendu m'avoir vu répandre des tracts, est venu me trouver et m'a demandé : "Qui t'a donné ces tracts ? Tu sais que c'est trotskyste et que ça pousse les ouvriers à la grève ?"

- Ce que disent ces tracts est juste et c'est la seule façon d'obtenir satisfaction en faisant grève.

- Tu n'as rien à faire ici, tu n'as pas le droit de circuler dans les ateliers et je te défends de remettre les pieds ici. A ce moment, un ouvrier intervint et dit : "Il a le droit de se balader dans l'usine, on est en République, et la démocratie, alors ?"

Quelques jours après, le délégué de mon atelier vint me chercher pour m'emmener à la direction, au bureau de M. Duten. Là, en présence du délégué, du délégué suppléant et de l'ouvrier avec qui j'avais eu la discussion et qui m'avait mouchardé, je fus soumis à un véritable interrogatoire à l'issue duquel il me fut signifié par M. Duten que la diffusion de feuilles imprimées étant interdite dans l'usine, j'étais mis à la porte.

De nombreux ouvriers se sont indignés de ces scandaleuses méthodes de délation au sein de la classe ouvrière. "Ils peuvent te balancer, disait l'un d'eux, ils n'empêcheront pas les ouvriers d'être en rogne et les tracts de circuler".

Il faut que ces "responsables" soient tombés bien bas pour avoir recours à de pareilles méthodes. Ces gens prétendent qu'actuellement la grève ne peut pas être employée, parce qu'elle nuit à la production, que l'augmentation de la production est le seul moyen d'améliorer notre standard de vie, et que chez Renault, nous sommes dans une usine nationalisée, c'est-à-dire que notre travail ne sert pas à enrichir des actionnaires, mais qu'il profite à la collectivité. En fait, on constate que partout où les ouvriers se mettent en colère et agissent, ils obtiennent quelque chose, et que partout où ils se contentent de parlottes des "chefs" ouvriers, ils n'ont jamais rien. D'autre part, enrichir la Régie Renault, ne revient pas à "enrichir" la collectivité ; car l'usine Renault, qui est en régie d'Etat, a une partie de ses actions réparties à des actionnaires privés, qui par conséquent, touchent leurs dividendes, et une autre partie des actions appartient à l'Etat qui, en fait, a la charge de combler le déficit. Que nos "responsables syndicaux; ne soient pas d'accord avec nous sur l'efficacité de la grève, c'est leur droit. Et les événements sauront beaucoup mieux les démentir que n'importe quel argument. Mais que ces gens-là prétendent IMPOSER leurs opinions aux ouvriers en dénonçant à la répression patronale ceux qui ne veulent pas marcher dans leur combine, voilà qui dépasse toutes les limites de l'inconscience et de la servilité.

De l'inconscience, car pour me faire mettre à la porte, ces individus s'appuient sur un point anti-ouvrier du règlement (la diffusion d'imprimés est interdite).

De la servilité, car la direction tolère leurs publications, parce que celles-ci invitent à produire et à faire des heures supplémentaires.

Les ouvriers doivent rejeter de leur sein les individus qui, au moyen de la calomnie, du mouchardage, des menaces et de la violence, instaurent les méthodes fascistes au sein de la classe ouvrière.

G.B.

...ECHOS...

Citroën, Clichy

La direction utilise les ouvriers spécialisés à faire toutes sortes de travaux aux pièces ; du fait qu'elle manque constamment de personnel, les temps alloués sont trop courts. Cette semaine, les ouvriers soudeurs au chalumeau de la malléable ont été déplacés pour effectuer des travaux de peinture au pistolet. L'atelier manquait d'oxygène. De plus, la direction voulait qu'ils travaillent le samedi pour récupérer les heures improductives.

Pas d'accord avec cette solution les ouvriers ont quitté le travail le vendredi à midi. Même après 17 ans de maison, les travailleurs se promettent de trouver du travail ailleurs.

Camarades soudeurs, partout dans l'usine se produisent de pareils débrayages. Pour améliorer nos conditions de travail comme celles de tous les opprimés de Clichy, il faut coordonner nos mouvements revendicatifs par plusieurs chaînes ou équipes, tous ensemble monter à la direction.

PAUL

– – –

Au sablage

Effectuant un travail très sale et malsain, les ouvriers sableurs ont réclamé la prime de poussière. Après intervention du délégué, celui-ci leur a déclaré qu'ils n'y avaient pas droit. "Pas droit à la prime, répondent les ouvriers, mais les salaires sont insuffisants". Un camarade mandaté par les ouvriers est monté à la direction.

"Que voulez-vous, répond le directeur, les salaires sont bloqués, ce n'est pas de notre faute".

Les salaires sont bloqués, la vie augmente tous les jours et le syndicat ne fait rien pour nous !

– – –

Au bronze-alu

Des ouvriers ne voulant pas travailler le samedi ont reçu la visite du délégué pour inviter les travailleurs à passer leur samedi dans les bagnes Citroën.

Travailleurs de la sablerie, du bronze-alu, notre défense devant le patronat exige l'existence d'un syndicat ouvrier. Pour lutter contre la politique anti-ouvrière des dirigeants de la C.G.T., il faut nous grouper, nous éduquer pour former les cadres qui coordonneront nos revendications.

Notre lutte sera victorieuse dans la mesure où nous saurons tous en bloc lutter contre nos ennemis capitalistes.

PIERRE

– – –

Un ouvrier nous écrit :

"Dans l'usine où je travaille, chez Citroën, à Grenelle, la majeure partie des travailleurs est dégoûtée de la politique du syndicat. C'est ainsi que dans une conversation avec un de mes camarades, celui-ci conclut : "Le syndicat est en train de nous berner. Seule une bonne grève pourrait faire augmenter nos salaires."

Dans un coin sur le mur, on peut lire l'inscription suivante : "La presse ouvrière n'éclaire plus les travailleurs, elle les aveugle, ainsi que mercredi soir au grand guignol du Vel d'Hiv'".

Informer *La Voix des Travailleurs* qui fait connaître nos conditions de travail, c'est déjà un moyen de lutte.

Chez Renault

– – –

Aux Boîtiers.

- Les ouvriers ayant obtenu la carte de travailleurs de force, le contremaître leur déclare : "Puisque vous allez pourvoir manger mieux, il va falloir travailler plus et faire davantage de boîtiers". Les ouvriers ont donc monté leur production à six boîtiers.

Ainsi, alors que les rations allouées suffisent à peine aux travailleurs pour fournir l'effort épuisant exigé d'eux, on prend prétexte de ce changement de catégorie pour les obliger à se crever un peu plus.

Nos patrons ne consentent à nourrir les ouvriers que pour en tirer le plus de profit possible.

– – –

Une ouvrière ayant refusé de payer son timbre, le syndicat fait une enquête sur elle et conclut qu'elle ne travaille pas assez.

Indignée des reproches qui lui sont adressés, l'ouvrière se rend auprès du chef du département afin de lui faire constater le non-fondé de ces accusations.

Au cours de la conversation, ce dernier lui dit : "On n'a jamais vu cela, ce sont maintenant les délégués qui font la police. Bientôt, nous, nous serons inutiles".

Voilà comment les bureaucrates donnent des armes aux réactionnaires pour lutter contre les organisations ouvrières qu'ils discréditent.

– – –

Chez Renault, de l'aveu même de nos bureaucrates, 40% au moins des ouvriers ne prennent plus leur timbre. Aussi, pour essayer de raccrocher les mécontents, ils sont venus, à grand renfort de mascarade et de haut-parleurs, vendre la V.O. sur laquelle deux pages sont consacrées aux beautés de la "Régie Renault". Mais les travailleurs n'ont pas marché. Ils savent à quoi s'en tenir sur le paradis Renault, où "on travaille pour nous". Un ouvrier a déclaré : "Ils sont inquiets, les élections approchent. C'est pourquoi ils viennent de nous accorder 1 fr. 80 de rallonge, et encore, sous forme de prime, dans l'espoir de soigner un peu leur publicité".

Ce que veulent les ouvriers, ce ne sont pas des primes dérisoires, mais un salaire décent.

– – –

- Dans certains ateliers, les ouvriers font 10 heures par jour. Mais le lundi et le vendredi, la direction ne fait faire que 9 heures pour ne pas payer la majoration au-dessus de 48 heures, de 50%.

– – –

- Les ouvrières se plaignent de ce qu'on les fasse changer plusieurs fois de machine par jour, ce qui occasionne une perte de temps qu'elle doivent récupérer dans la journée pour ne pas être coulées.

– – –

- Des ouvriers à qui l'on avait supprimé la carte T2 sont montés au bureau à 7 ou 8 et, après une discussion orageuse, ont obtenu le maintien de la T2.

– – –

- Les ouvriers sont augmentés de 1 fr. 80 de l'heure avec rappel du 27 février.

– – –

-Pour un même travail, les femmes ont 2 francs de moins de l'heure.

A Kellermann

A une réunion syndicale de l'outillage, sur 150 ouvriers, nous étions 13 présents. Comme parmi nous des ouvriers se disaient pas d'accord avec Delteil pour le mot d'ordre produire; afin de faire échec à la réaction, tant que la classe ouvrière n'aura pas la production en mains, un ouvrier a donné l'exemple suivant : Il y a autant de poules qu'avant la guerre, la réaction ne les empêche pas de pondre, pourtant nous n'en voyons pas sur le marché, ils passent au noir ou ailleurs ! Pour la production, cela est pareil, nous pouvons produire;, mais si nous ne contrôlons pas, cette production ne sera pas pour nous.

HISPANO

Une réunion a été convoquée pour désigner les délégués devant participer à la conférence de la production. Un délégué commence par expliquer la nécessité de "produire" sur le thème habituel. A la question d'un ouvrier qui demande s'il ne serait pas préférable de fabriquer des ustensiles de ménage et des machines pour la paix au lieu des constructions de guerre actuelles, le délégué répond qu'il ne faut pas tomber dans les "erreurs" d'avant 1939, qu'il faut produire pour la guerre, car toutes les nations font ainsi (autrement dit, c'est la course aux armements en vue de la prochaine). La production de moteurs d'avion tirant à sa fin, il nous parle de la construction d'une nouvelle mitrailleuse. Puis il insiste sur le rôle du syndicat à rechercher des commandes, la direction ne faisant rien dans ce domaine. Ainsi, il apparaît que le rôle du syndicat est de faire le travail du patron, celui-ci n'ayant plus que le rôle d'empocher les bénéfices.

Un réfugié espagnol qui fait un travail extrêmement pénible et qui le soir ne peut se tenir debout, a demandé à changer de place. Le contremaître lui a répondu que, s'il n'était pas content, il n'avait qu'à aller travailler dans son pays...

Un ajusteur français, qui avait fait une faute sur une pièce dans son travail, a été mis à la porte par le contremaître. Sur intervention du délégué, il a été réintégré, mais muté dans une autre équipe comme O.S. en punition.

Les travailleurs n'ont pas de patrie...

La Néogravure

Entreprise qui travaille à la production de photogravures et l'impression de revues.

Lors de la grève du livre, les ouvriers de cette branche avaient obtenu une augmentation de 9,5% (Croizat ayant interdit une augmentation dépassant 10%), ce rappel est dû aux ouvriers de la Néogravure depuis le 15 mars.

Les typographes, à la suite de nombreuses réclamations et d'une dernière entrevue avec la direction au cours de laquelle ils lui ont donné trois jours de délai pour obtenir 16 francs d'augmentation n'ayant pas eu satisfaction le mercredi 3 avril, se mirent en grève et ne reprirent le travail que le samedi 6 avril dans l'après-midi après avoir obtenu une augmentation de 13 francs, ce qui, de 47 francs, fait passer leur salaire à 60 francs, les 9,5% compris.

Pour les graveurs, la direction a institué un système de prime qu'elle nomme plus-value, allant de 1 franc à 6 francs, suivant la façon dont l'ouvrier est considéré (cette prime n'est pas comprise dans le salaire pour le calcul des 9,5% d'augmentation). Ils ont obtenu que leur salaire soit rajusté à celui des typos, avec l'augmentation que ces derniers viennent d'arracher, plus les plus-values.

Les ouvriers moins spécialisés : les aide-graveurs réclament que leur salaire passe de 43 francs à 54

francs, les 9,5% étant inclus. Les sensibilisateurs demandent à être augmentés de façon à avoir 40 francs, plus les 9,5% au lieu de 34 francs ; les manœuvres (dont certains employés au lavage des cylindres sont obligés de partir, intoxiqués par les vapeurs de benzol) qui ont 34 fr. 65, revendiquent une augmentation de 4 francs, plus les 9,5%.

Ces trois catégories ont demandé audience à la direction et elle ne leur a encore rien répondu.

C'est aux ouvriers les plus qualifiés, rares pour le patronat, d'imposer à celui-ci les revendications de toutes les catégories de l'entreprise dans une action commune qui pourra aplanir les écarts de salaires aussi considérables que : 60 francs pour un typo et 31,65 frs. pour un manœuvre. Il faut rejeter les plus-values qui sont un moyen de semer la division ; de même ne pas tolérer que les salaires des manœuvres soient pour les uns 31 fr. 65 et qu'un dernier embauché ait 34,10 frs. Il faut que l'augmentation soit générale. Pour cela, seule la solidarité dans l'action pourra imposer au patronat les revendications qu'on exige de lui.

MICHEL

Chez Carnaud

Il a fallu l'écho paru dans La Voix des Travailleurs pour que le syndicat s'aperçoive que la cantine, chez Carnaud, est particulièrement dégoûtante. Un délégué de la C.G.T. s'est donc présenté à l'improviste et a demandé à manger avec les ouvriers.

Il a ainsi pu constater de lui-même le bien-fondé des réclamations des ouvriers : assiettes sales, nourriture immangeable et insuffisante. Après quoi, il est reparti, disant : "Je vais faire mon rapport".

C'est ce que ces messieurs appellent agir.

La direction, elle, a une autre conception de l'action. Le samedi, certains ouvriers sont obligés de venir travailler pour l'entretien des machines, impossible à assurer en semaine, étant donné le rythme de la production dans cette "boîte".

Mais la direction refuse de payer les heures supplémentaires de ces ouvriers au tarif prévu par la loi, sous le prétexte que ce sont des heures normales. Voyant cela, les ouvriers refusent de venir le samedi. De cette manière, la direction reviendra sans doute à des conceptions plus saines.

Chez Rosengart

Les tourneurs avaient manifesté la volonté de faire grève. Là comme ailleurs, ils se sont heurtés au sabotage du syndicat qui leur a dit d'attendre et d'engager des pourparlers. Résultat : cinq semaines ont passé et les tourneurs attendent toujours. Mais la direction, pour discréditer le syndicat et créer la division parmi les ouvriers, a augmenté "les meilleurs". C'est ainsi que certains tourneurs gagnent à l'heure actuelle jusqu'à 7 ou 8 francs de l'heure de plus que leurs camarades. Beau résultat pour la section syndicale qui parle toujours "d'unité", mais, en fait, contribue à dresser les ouvriers les uns contre les autres.

Un ouvrier demande à son délégué de l'aider à obtenir le salaire de sa catégorie, étant donné qu'il en fait le travail. Le délégué répond : "Es-tu capable de passer l'essai ?". Mais chacun sait que les essais sont établis de manière à faire échouer le candidat, afin de pouvoir le payer moins cher tout en l'employant dans sa catégorie.

Mais le délégué, lui, touche le salaire d'un ajusteur sans jamais avoir passé d'essai. Cela donne à réfléchir aux travailleurs de chez Rosengart, qui se demandent quels sont les services qui lui sont payés de la sorte.

Il suffit cependant qu'un délégué prenne réellement en main les intérêts de ceux qui l'ont mandaté

pour que des résultats soient obtenus.

C'est ainsi que, la plupart des ouvriers ne touchant pas leur carte de travailleur de force, le syndicat, sur l'initiative d'un délégué combatif, exigea un contrôle. La direction ne pouvait s'y soustraire et le pot-aux-roses fut découvert : non seulement les travailleurs qui ne touchaient pas leur carte étaient régulièrement portés sur les listes, mais encore des ouvriers qui depuis longtemps avaient quitté la boîte y figuraient toujours. Prise la main dans le sac, la direction ne trouva pas d'autre moyen de vengeance que de faire fouiller tout le monde, le soir, à la sortie.

Ces messieurs de la direction qui font leurs crapuleries tranquillement dans leurs bureaux emploient des méthodes de basse police pour veiller sur l'"honnêteté" des ouvriers.

Hotchkiss (Saint-Denis)

Les ouvriers travaillent aux pièces. Les "temps" sont trop courts et les ouvriers ne peuvent aller plus vite à cause de la lenteur des machines (ex. les raboteuses). Le temps perdu pour changer une pièce n'est pas compté dans le chronométrage et les ouvriers sont obligés d'aller chaque semaine demander au contremaître d'allonger leur bon. Les manœuvres n'ont pas été augmentés malgré leur réclamation sous prétexte qu'il y a plus de manœuvres qu'il en faut !

Gnome et Rhône (S.N.E.C.M.A.)

Au débauchage d'ouvriers effectué depuis quelques temps, une des explications données par les sections syndicales des usines Gnome est le manque de prêt d'argent de la part des banques. Mais alors, comment peut-on expliquer que des chefs de service viennent de recevoir récemment un rappel de 120 000 francs.

ANDRE

Chez les égoutiers

Les ouvriers des entreprises privées qui descendent en égout pour des travaux, ont droit, pendant la durée de travail, à double carte. Notre travail d'égoutier étant malsain, beaucoup d'entre nous qui descendent tous les jours ne connaissent jamais la retraite, étant atteints de maladie qui les couche avant. Aussi l'Etat nous fait le "grand avantage" de nous accorder la carte de force de 1ere catégorie.

Nous devons exiger les mêmes avantages que nos camarades des entreprises privées, nous qui sommes en permanence au fond.

GEHUN

Aréna (Montreuil)

Les anciennes parmi les riveteuses ont 28 francs de l'heure. Une ouvrière ayant un an de présence et étant payée à 23 francs, ayant réclamé son réajustement, a reçu un refus de la direction, ou si elle n'était pas contente, la porte.

Camarades, soyons solidaires pour nos salaires, nous ne devons pas permettre par notre indifférence, les manœuvres d'Halftermayer.

Bâtiment

Lors d'une réunion syndicale des ouvriers d'un chantier du Bourget, lorsque le délégué a dit : "Nous ne sommes pas pour l'échelle mobile des salaires", une vingtaine d'ouvriers sont sortis de la réunion

sans mot dire pour manifester leur mécontentement.